

FICHE REVISION ARRET Mme Sadlon

L'arrêt CE, Avis, 25 septembre 2013, Mme Sadlon (n° 365139) est un avis significatif rendu par le Conseil d'État français, qui **aborde la question de l'interdiction de l'usage de certains produits phytosanitaires sur les jardins et les espaces verts, notamment dans le cadre de la protection de l'environnement et de la santé publique.**

Contexte de l'affaire :

L'affaire concerne une question posée par Mme Sadlon, qui interrogeait le Conseil d'État sur **la légalité d'un arrêté préfectoral interdisant l'usage de certains pesticides dans les jardins privés**. Cet arrêté visait à protéger la santé des citoyens et à préserver la biodiversité dans un contexte de préoccupations croissantes concernant les effets nocifs des produits phytosanitaires.

Mme Sadlon soutenait **que cette interdiction pouvait porter atteinte à la liberté des propriétaires de jardins de gérer leurs espaces comme bon leur semblait**, en invoquant un droit à la libre gestion de leur propriété.

Problème juridique :

La question principale posée au Conseil d'État était de **savoir si un arrêté préfectoral pouvait légalement interdire l'usage de produits phytosanitaires dans les jardins privés** au regard des principes de protection de l'environnement, de santé publique et de la liberté d'entreprendre.

Avis du Conseil d'État :

Dans son avis, le Conseil d'État a estimé que **l'arrêté préfectoral était conforme à la législation en vigueur**, soulignant que les autorités publiques ont **le devoir de protéger la santé publique et l'environnement**, notamment dans un contexte où l'utilisation de certains pesticides présente des risques avérés.

Le Conseil a précisé que l'intérêt général de protection de la santé et de l'environnement pouvait justifier des restrictions à la liberté d'utilisation des produits phytosanitaires, à condition que ces restrictions soient proportionnées et justifiées par des considérations scientifiques et techniques.

Portée de l'avis :

1. **Protection de la santé publique et de l'environnement** : Cet avis réaffirme le rôle des autorités publiques dans la préservation de la santé des citoyens et de la biodiversité. Il souligne que la protection de l'environnement peut légitimement justifier des restrictions à des libertés individuelles.

2. **Limites de la liberté de gestion des propriétés privées** : Le Conseil d'État rappelle que la liberté de gérer un bien privé n'est pas absolue et peut être encadrée par des régulations destinées à protéger l'intérêt général.
3. **Proportionnalité des mesures** : L'avis insiste sur l'importance que les mesures restrictives soient proportionnées et justifiées. Les autorités doivent veiller à ce que leurs décisions soient fondées sur des données scientifiques et évaluent les risques potentiels liés à l'utilisation de produits phytosanitaires.
4. **Encadrement législatif** : Le Conseil d'État souligne que l'interdiction de l'usage de certains pesticides dans les jardins privés s'inscrit dans un cadre législatif plus large, visant à réglementer l'utilisation de substances dangereuses et à protéger l'environnement.

Conclusion :

L'avis CE, 25 septembre 2013, Mme Sadlon, est une décision significative qui souligne le pouvoir des autorités publiques à réglementer l'usage de produits phytosanitaires dans un souci de protection de la santé publique et de l'environnement. **Cet avis rappelle également que les libertés individuelles peuvent être limitées par des considérations d'intérêt général**, tant que ces limitations sont proportionnées et justifiées. Ce faisant, le Conseil d'État contribue à établir un cadre juridique renforcé pour la gestion des espaces verts et des jardins, prenant en compte les enjeux contemporains liés à la santé et à l'environnement.